

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique – Directeur : Frédéric Aimard – 12 octobre 2026 – 1,50 €

N° 209

Jeunesse

Après des semaines de mobilisation, blocages d'établissements, incendies de poubelles aux conséquences parfois dramatiques, manifestations dans les rues, le mouvement lycéen connaît une décélération. Une météo peu clémentine et les vacances scolaires d'octobre y aident. Le gouvernement multiplie les annonces conciliantes : 3 000 professeurs remplaçants vont être rapidement déployés. Mais pour les travaux dans les lycées les plus délabrés, il faudra en passer par des procédures lentes. Et où trouver le budget de 10 milliards supplémentaires évoqué ? Quant à remettre en cause ParcoursSup, la plateforme informatique de sélection pour accéder à l'enseignement supérieur, cela paraît au-dessus des forces des autorités scolaires.

Manque de professeurs, locaux inadaptés et sélection couperet étaient en effet les trois grands motifs allégués par ce mouvement qui a suscité l'attention des médias du monde entier. L'Onu a réprouvé la manière dont il a été réprimé par une police débordée, avec des tirs de LBD et des grenades de désencerclement. Il paraît inconcevable qu'on perde un œil ou une main pour des revendications aussi banales.

Chacun sait que la France a toujours été un pays éruptif, voire ingouvernable, où des troubles graves peuvent



avoir lieu à tout moment pour des motifs en apparence futiles au départ. La jeunesse actuelle est-elle une « classe dangereuse » pour les élites en place, comme ont pu être considérés les « gilets jaunes » ? La manipulation par l'extrême gauche, la récupération par des casseurs sont-elles annonciatrices d'un « nouveau mai 1968 » ? La solidarité avec la cause palestinienne affichée par les manifestants est comparée aux comités Vietnam des années soixante, qui avaient formé toute une génération de militants... Il y manque cependant des

références doctrinales... Reste le constat qu'il n'a jamais été facile d'être jeune. Plus que jamais dans notre société fractionnée qui n'offre aucun mythe fédérateur ni aucune vision globale d'avenir.

Frédéric Aimard

Lycéens

Au 8 octobre, on recensait 6 877 personnes en garde à vue, dont 86 % mineures. De même, 2 376 ont fait l'objet de poursuites, dont 1 923 mineures. D'où quelques envolées sur l'augmentation de la ré-

pression depuis... Mai 68 ! Toute une propagande s'est développée lors des multiples interventions des députés mélenchonistes, très présents sur les radios et les réseaux sociaux. De même, les médias nationaux ont répété en boucle la vision

SOMMAIRE

P. 1 : Jeunesse. – Lycéens. P. 2 : Bâtiments. – Agriculteurs. – Mots. P. 3 : Lectures. P. 4 : Écologie : s'adapter ou subir ? P. 5 : Europe : de Strasbourg à Vienne. P. 6 : Sophie Adenot : retour sur terre. – Prix Nobel de la Paix. P. 8 : Où va Israël ? – Le message du pape Léon.

d'un enseignement submergé ou en déshérence avec des élèves aux revendications justifiées. Ils ont en revanche peu parlé des établissements privés qui, contrairement à ce qu'annonçait *Le Monde*, n'ont pas rejoint le mouvement malgré diverses pressions.

En attendant la nouvelle journée de mobilisation prévue le 13 – et, peut-être, celles d'après, y compris pendant les vacances de la Toussaint ? –, les commentateurs se sont donc focalisés sur le maintien de l'ordre, avec, par exemple, une enquête de l'IGPN suite à « une vidéo semblant montrer un policier donner un coup de genou à un manifestant ». De même, la CFDT a fait part de ses interrogations : « Attendre qu'un garçon de 15 ans ait la main arrachée pour suspendre l'usage de grenades assourdissantes, c'est extrêmement inquiétant ». Le jusqu'au-boutisme de certains s'est exprimé à travers la demande d'un organisme apparu pour l'occasion, l'Intersyndicale étudiante et professionnelle, qui a affirmé : « Tant qu'on n'aura pas 10 milliards sur la table, on continuera à se mobiliser ».

Évidemment, on peut s'interroger sur la découverte immédiate, « grâce à un logiciel », de 3 000 enseignants appelés à boucher les trous, y compris dans des disciplines autres que les leurs. De même, l'impromptue mise en place d'une plateforme de concertation ouverte aux lycéens, qui a reçu immédiatement quelque 67 000 contributions, tout comme l'annonce d'une « feuille de route avec cinq chantiers » et la réactivation des « conseils de vie ly-

céenne », a surpris les professionnels, à commencer par les proviseurs.

L'opinion publique semble n'avoir pas très bien saisi ce qui se passait, malgré un sentiment de sympathie pour les difficultés que peuvent éprouver les lycéens, même si quelques-uns se sont vite pris pour des « rebelles ». Habilement instrumentalisés, peut-être par des enseignants ou des syndicalistes, certains parents sont sortis dans les manifestations pour protéger les « enfants », selon le vocabulaire de LFI, dont les représentants ont su consciencieusement imposer leurs éléments de langage. Les bâtiments, eux, n'ont pas été épargnés.

Jean- Etèvenaux

Bâtiments

On entend de plus en plus de lycéens et étudiants ou leurs représentants déclarer que le gouvernement ne réagit pas à leurs doléances car, au sujet des travaux qu'ils réclament, ils ne voient rien venir, sinon de vagues promesses budgétaires.

Il s'agit d'abord des travaux permettant de mieux se protéger des canicules ainsi que de diverses remises aux normes dans les collèges et lycées.

Admettons qu'il y a eu carence grave de la part des pouvoirs publics, tous échelons confondus, État, régions, collectivités en charge des établissements scolaires. Tous ont mis l'accent, depuis de nombreuses années, plutôt sur les inaugurations de nouveaux établissements, nouveaux aménagements, nouvelles acquisitions, plutôt que sur les réparations et l'entre-

tien qui sont électoralement moins visibles... L'actuel Premier Ministre a donné des instructions dans une lettre publiée la semaine dernière pour qu'on se préoccupe plus de l'entretien des bâtiments (10 milliards d'euros promis). Nos lycéens et étudiants voudraient que cela se concrétise immédiatement.

Ignorent-ils que, par souci – justifié – de transparence les administrations appliquent « les règles de la commande publique » ? Le processus normal ne peut guère bousculer les étapes : montage du programme de travaux = 1 mois ; consultation pour le choix d'un maître d'œuvre = 2 mois ; préparation par ce dernier du projet = 2 mois ; dépôt et obtention d'un permis de construire incluant le volet ERP (établissement recevant du public) = 5 mois ; consultation et choix des entreprises pour la réalisation des travaux = 2 mois ; chantier = 4 à 6 mois (variable en fonction de l'importance des travaux). Environ un an et demi donc si le dossier suit son cours le plus rapide. Et rien « d'effectif » sur le site avant une bonne année.

Si donc les lycéens et étudiants poursuivaient leur « grève » jusqu'à ce que les travaux réclamés soient réalisés, ils risqueraient de perdre deux années de scolarité...

Adrien Boros

Agriculteurs

Le Premier ministre Sébastien Lecornu a bien pris conscience de la crise profonde que traverse le monde agricole français, encore accrue ces derniers mois par une sécheresse qui a fragilisé les trésoreries de

nombreuses exploitations. Il craint une reprise des actions syndicales paysannes au mois de novembre.

Pour autant ses moyens d'action sont limités. La gestion de l'agriculture est largement déléguée à l'Union européenne. Les avances des aides liées à la politique agricole commune (PAC) doivent d'ailleurs être versées à compter du 16 octobre.

Le plan d'urgence de 1,3 milliard d'euros annoncé cet été par Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, s'annonce largement insuffisant si l'on en croit les organisations syndicales. D'où l'annonce le 8 octobre, lors du Sommet de l'élevage de Cournon-d'Auvergne, de la prise en charge par l'État des intérêts des prêts « sécheresses » proposées par les banques à des taux avoisinant les 2,5 %. Ce nouvel engagement correspondrait à 1 milliard supplémentaire d'aides.

Mais toutes ces mesures sont suspendues à l'adoption du projet de loi de finance par l'Assemblée nationale d'ici la fin de l'année, ce qui est loin d'être gagné. On notera néanmoins que sur les 1,3 milliard d'euros cités plus hauts, Annie Genevard a déclaré au JDD que 200 millions d'euros d'aides d'urgences avaient commencé à être versés par l'État. Il y a peu de chances que cette goutte d'eau suffise à rassurer les agriculteurs.

Jérôme Besnard

Mots

En 1963-1964, Jean-Paul Sartre publia *Les mots*, une autobiographie de ses premières années fustigeant

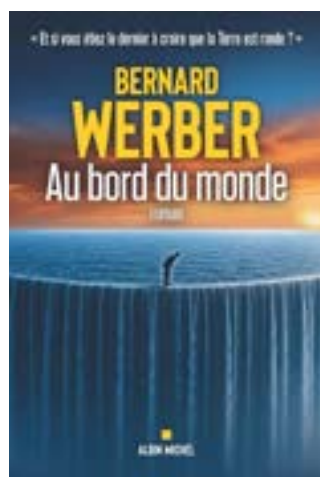
■ **Présidentielle :** Raphaël Glucksmann a remporté la primaire social-démocrate dès le premier tour, le 11 octobre, avec 66,17 % des voix (79 613 voix sur 120 787 votants). Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, a obtenu 14,46 % (17 398 voix), Ségolène Royal (7,62 %), Emmanuel Maurel (5,92 %) et Jérôme Gedj (5,83 %).

■ **Lycées :** Le ministre de l'Éducation Édouard Geffrey a annoncé, le 8 octobre, le prochain déploiement de 3 000 professeurs remplaçants qui sont disponibles selon lui, ce que les syndicats d'enseignants contestent.

■ **Journalisme :** Selon un relevé publié par l'ACPM (Alliance pour les chiffres de la presse et des médias) la fréquentation des sites internet d'information est en baisse par rapport à l'année dernière : - 32,9 % pour FranceInfo, - 43,5 % pour Le Parisien. En moyenne, la baisse est de 22,9 %. Les résumés d'information fournis par Google (Aperçus IA) depuis juillet 2026 accentuent cette non-fréquentation des sites d'information eux-mêmes. Le manque de confiance dans une information biaisée par des a priori idéologique joue également.

■ **Médias :** L'Arcom a lancé, le 8 octobre, un appel d'offres pour le renouvellement de 6 fréquences de la TNT jusqu'en 2035. Il s'agit des chaînes de TF1 Séries Films ; L'Équipe, 6ter ; RMC Story, RMC Découverte et RMC Life qui sont toutes candidates à la poursuite de leurs programmes. Les auditions auront lieu en mars 2027.

■ **Pauvreté :** En 2023, l'INSEE constatait que 9,8 millions de personnes vivaient en situation de pauvreté monétaire en France métropolitaine, soit 15,4 % de la population. C'est le taux le plus élevé depuis trente ans. Dans une note publiée début octobre, l'INSEE



ROMAN

Ça ne tourne pas rond

Une idée folle parcourt les réseaux sociaux : la Terre serait plate. Avec son talent de conteur et sa formation scientifique, Bernard Werber pose une question éthique : à force d'être répété, un mensonge peut-il devenir une vérité ? Son héros, le journaliste Lucien Loiseau, enquête sur les milieux complotistes et la théorie du platonisme au risque d'y perdre la raison. Bienvenue dans le monde de la virtualité et de ses extravagances.

Au bord du monde, Bernard Werber, Albin Michel, 432 p., 21,90 €.

JEUNESSE

Robocop

Christophe a une santé fragile : son dos ne le maintient pas droit, sa tête est toujours penchée. Il doit porter un corset en plastique et métal. Ses copains l'appellent « Robocop ». Faire du vélo, nouer ses lacets... sont une épreuve. Pourtant le garçon de dix



ans va réussir des exploits : nager en dos crawlé, jouer de l'orgue, conduire le tracteur de son père... et surmonter son handicap. Le film éponyme a reçu le prix spécial du jury au Festival de Cannes et sort en salles le 14 octobre.

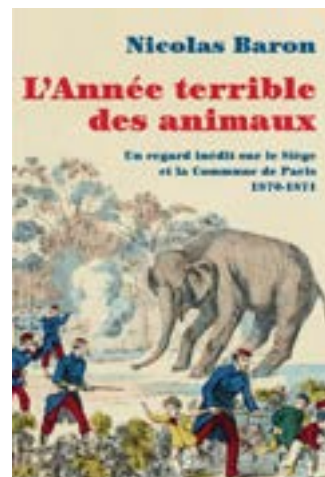
Le corset, Emmanuel Villin et Louis Clichy, l'école des loisirs, coll. neuf, 152 p., 12,50 €. À partir de 8 ans.

HISTOIRE

Les animaux au combat

« Une année terrible », c'est ainsi que Victor Hugo nomme la guerre franco-prussienne qui conduira au Siège et à la Commune de Paris. Des morts par milliers, la France dévastée. L'historien Nicolas Baron déroule les événements du point de vue des animaux. Chevaux, pigeons voyageurs, chiens, vaches... ont souffert du froid et de la faim. Ils ont participé au combat, ont nourri et réconforté les soldats et la population.

L'Année terrible des animaux, Nicolas Baron, Actes Sud, 340 p., 22 €.



REVUE

Riviera 76

Été 1976. Le Castellet (Var) accueille le festival Riviera 76. Trente-six heures de jazz-rock qui verront défiler Magma, Betty Davis... dans un chaos magnifique. Jazz magazine revient sur ce « Woodstock français ». Autres sujets : un entretien avec Meshell Ndegeocello, les portraits de Monty Alexander et Aja Monet...

Jazz magazine, octobre 2026, 7,50 €. En kiosque.



donne de très inquiétantes précisions. Les personnes dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian (soit 2 228 euros mensuels pour une personne vivant seule, en 2024) restent de plus en plus longtemps dans cette situation. Le nombre de ces personnes en situation de pauvreté pendant quatre années consécutives a presque doublé en l'espace de quinze ans. Ces données sont établies pour l'hexagone. Il faudrait aussi prendre en compte les taux de pauvreté en Guyane (50, 2 %), à La Réunion (36,1 %), en Guadeloupe (34,5 %) ...

■ **Alimentation :** La sécheresse de l'été provoque une baisse de la production de pomme de terre (- 23 %), de poires et de pommes (- 20 %), de maïs (- 45 %), de betterave (- 20 %). De fortes hausses de prix sont déjà observables : le prix des tomates, des salades et des avocats a augmenté de plus de 20 % en un an. Ces hausses vont se répercuter cet hiver dans le prix des produits transformés (soupes, compotes, purées). La forte mortalité dans les élevages entraînera une hausse du prix de la viande dans les prochains mois. L'augmentation du prix du plastique nécessaire aux emballages (+ 20 %) et du prix du transport renforcera les pressions inflationnistes.

■ **Verre :** Le tribunal de commerce d'Orléans examinait le 12 octobre les dossiers des candidats à la reprise de Duralex que l'essai de Scop a plongé encore plus dans l'abîme financier avec des soupçons de malversations. Une décision devrait être rendue le 14 octobre.

■ **Paris :** Plus ancien marché couvert de Paris (3^e arrondissement) et classé monument historique, le Marché des Enfants rouges a été détruit par un incendie au petit matin du 12 octobre.

la société bourgeoise qui avait voulu l'enfermer dans la littérature. Il y affirmait paradoxalement : « rien ne me parut plus important qu'un livre ». Que penserait aujourd'hui le père de l'existentialisme marxiste et propagateur du Petit livre rouge de Mao Zedong ? Ses héritiers, s'il en a, et plus généralement le monde actuel ne semblent en effet pas très férus de mots.

L'inculture contemporaine témoigne de l'incapacité à maîtriser les mots. Le langage n'a cessé de s'appauvrir, malgré des termes calqués sur l'anglais alors qu'ils existent en français. La mode des abréviations s'est doublée, avec l'usage des textos, de l'abandon de beaucoup de voyelles et de consonnes répétées. Une pancarte « lycéenne » en a donné un récent exemple mâtiné de vulgarité et d'irrespect : « Macron bz ta prof, pas les nôtres ».

On n'oubliera pas le verlan et les divers idiomes des banlieues, qui renforcent l'entre-soi des communautés refusant de participer à l'expression globale du pays. On se trouve alors bien loin de « l'école de la République » et du « vivre ensemble ». L'Éducation nationale, plus soucieuse d'éduquer que d'enseigner, y a contribué sous prétexte de favoriser « l'éveil de l'enfant » et « la découverte par soi-même » dans une perspective évidemment « progressiste ».

À défaut des mots simples rendant la langue classique facilement compréhensible, à l'abri des galimatias et des boursoufflures, on a promu les grands mots, aussi vides de sens que ronflants. Les politiques se sont jetés dessus, nous assommant de « boîtes à outils », de

« règles d'or » ou de « lois intégrales » n'aboutissant qu'à dévaloriser ce qui ne s'y trouve pas.

Dans la même veine, les dernières manifestations ont remis en vogue les généralisations sur « les jeunes », « les lycéens » ou « les enseignants ». Or, celles-ci ne donnent que des images tronquées alors qu'il suffirait d'employer le singulier ou un mot précis pour faire saisir la diversité de la réalité.

Précis

Écologie : s'adapter ou subir

C'est sous ce titre malgré tout un peu inquiétant que s'est tenue, le mardi 6 octobre dernier, une soirée de conférences organisée par le Carrefour des acteurs sociaux avec comme sous-titre plus rassurant : face au réchauffement climatique, quels outils pour une agriculture durable, perspective apparemment plus confortable à l'image du salon de l'Académie d'agriculture de France à Paris qui accueillait la manifestation animée par Laurent Dornon, responsable du pôle « agriculture » du Carrefour.

Pas sûr malgré tout que le sujet soit totalement réconfortant car, pour les différents intervenants appelés à prendre la parole, le constat est clair : la canicule subie au cours de l'été écoulé constitue un point de bascule qui ne laisse guère de place à l'optimisme.

Pour Bertrand Omont, qui se qualifie lui-même d'agronome clinicien, c'est-à-dire au chevet de l'agriculture, la réponse est sans

appel : l'indice hydrique observé depuis le début de l'année en France est comparable à celui de l'Afrique, de telle sorte qu'il n'est plus permis, s'agissant de notre pays, de parler de climat océanique tempéré.

Face à cette situation, afin de garantir un avenir à l'agriculture française, il n'y a pas d'autre solution que de s'adapter et ce, par tous les moyens possibles allant du décalage des semis à la diversification des systèmes de cultures en passant par de nouvelles techniques culturales avec, comme objectif d'économiser l'eau.

Pour autant, il ne faut pas s'illusionner. L'adaptation ne permettra jamais un retour aux performances du passé mais permettra, ce qui est déjà beaucoup et peut-être même mieux, l'apparition de nouveaux systèmes agricoles robustes dans la durée, avec un maintien de la biodiversité comme indicateur de cette robustesse.

Même vision pour Jean-François Donzier, ancien directeur général de l'Office international de l'eau, au regard des trajectoires annoncées du réchauffement climatique prévoyant, pour la France métropolitaine, des hausses de température de plus de 2,7° en 2050 et 4° en 2100, donc bien loin des objectifs fixés par la Conférence de Paris en 2015. Le réchauffement climatique n'est plus un risque potentiel, c'est une réalité présente dont l'agriculture est la première victime alors que la France reste le premier pays agricole de l'Union européenne.

En cause, la sécheresse, bien sûr, mais plus généralement la chaleur ainsi que les gels tardifs impac-

tant surtout la viticulture, la grêle et les pluies excessives génératrices d'inondations spectaculaires.

Déjà, beaucoup de pertes sont à déplorer pour un montant allant de 5 à 8 milliards d'euros touchant, en premier lieu, les grandes cultures céréalières, les vignes et la production de fruits et légumes.

Or, à l'heure actuelle, les offres d'indemnisations ne sont pas à la hauteur des dégâts, notamment les assurances multirisques climatiques financées à 70 % par l'État. Le but n'étant pas de couvrir indéfiniment les conséquences du réchauffement climatique, il n'y a pas d'autre voie que l'adaptation, sans doute coûteuse elle aussi, mais en ayant néanmoins à l'esprit que la non adaptation coûterait plus cher que l'adaptation.

Pour aider à y voir plus clair, il faut regarder au Sud pour observer comment les pays d'Afrique du Nord, déjà confrontés à ce glissement bioclimatique depuis de nombreuses années, tentent d'y face.

D'où l'intérêt des propos du professeur Abdelghani Chebouni de l'Université Mohamed VI venu présenter le Plan Maroc 2050. Au Maroc également, les chiffres sont implacables avec une diminution des précipitations de 48 % depuis les années 1960 tandis que la volonté de développer l'agriculture s'est traduite par une augmentation des surfaces irriguées entraînant un pompage massif dans les nappes souterraines.

Alors que se profile à l'horizon 2050 une nouvelle réduction des pluies de l'ordre de moins 5 à moins 20 % conjuguée à une hausse des températures de

plus 3 à plus 5°, le Plan Maroc 2050 souhaite apporter une solution à la fois juste et efficace. Cela suppose des arbitrages toujours délicats mais indispensables tenant compte, en particulier, de la permanence de la contrainte hydrique et de la priorité à accorder à la protection des plus vulnérables.

Des solutions somme toute de bon sens mais dont la mise en œuvre appelle un courage politique.

En la matière, il n'y a pas de vérité en deçà et d'erreur au-delà de la Méditerranée.

Fabrice de Chanceuil

De Vienne à Strasbourg

Le 8 octobre le Comité français pour l'Union paneuropéenne, en association avec son homologue allemand et l'Amicale des personnels du Conseil de l'Europe, a organisé, au Palais des Nations à Strasbourg, un après-midi de conférences introduit par les députés européens Michael Gahler et Fabienne Keller, pour célébrer le centenaire du congrès tenu à Vienne du 3 au 6 octobre 1926 à l'initiative de Richard Coudenhove-Kalergi.

Quand celui-ci met sur pied ce congrès fondateur de l'Union paneuropéenne, qui réunit 2000 personnes venant de 24 pays, il ne s'agit pas d'un ballon d'essai mais de la concrétisation d'une réflexion déjà aboutie, contenue notamment dans le livre *Panuropa* paru trois ans plus tôt, comme rappelé par le Professeur Louis de Carbonnières.

Dans l'esprit de Richard Coudenhove-Kalergi, l'unité de l'Europe est une né-

cessité afin de garantir la paix sur le continent après le traumatisme de la Première Guerre mondiale. Son projet participe d'un vaste mouvement d'ensemble favorable alors à une telle perspective mais qui se distingue des autres par son refus, à la différence du Cercle culturel de Karl Anton de Rohan, actif au même moment en Autriche, de tout compromis avec le fascisme naissant, tel que souligné par l'historien Martin Posselt.

L'idée du fondateur de Paneurope est de fédérer l'Europe sur un socle de valeurs portées par le christianisme afin d'assurer l'unité et la paix sur le continent. Dépassant la simple posture intellectuelle, il cherche à convaincre les hommes politiques de son temps, au premier rang desquels le Président du conseil français Aristide Briand qui, en 1927, devient le président d'honneur du mouvement. En 1929, ce dernier propose, devant la Société des Nations, un projet de « lien fédéral » européen qui, alors qu'éclate la crise économique et que s'exacerbent les nationalismes, ne rencontre pas la succès espéré, rendant inéluctable la Deuxième Guerre mondiale dont la Paneurope voulait justement épargner le continent.

Il faut attendre la fin du conflit pour que l'idée d'une unification européenne renaisse. Tel est l'objet du Congrès de La Haye organisé en mai 1948 sous la présidence de Winston Churchill et qui fait une bonne place aux idées de Richard Coudenhove-Kalergi, présent à la conférence. De celle-ci découleront, en effet, la fondation du Conseil

de l'Europe le 5 mai 1949 suivie, un an plus tard, de l'adoption de la Convention européenne des droits de l'homme, apparaissant comme le véritable ciment civilisationnel de l'unité européenne.

Plus pratiques et plus pragmatiques viendront, à l'issue de la déclaration du ministre français des Affaires étrangères Robert Schuman le 9 mai 1950, la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951 puis celle de la Communauté économique européenne (CEE) en 1957.

Mais cette nouvelle Europe qui émerge reste très liée aux États-Unis qui, à l'issue de la guerre, se sont solidement implantés sur le continent après avoir largement contribué à sa reconstruction. Cette orientation, comme l'a expliqué Alain Terrenoire, président d'honneur de l'Union paneuropéenne internationale, qui s'éloigne d'une Europe réellement indépendante, ne convient pas à Richard Coudenhove-Kalergi qui se rapproche du Général de Gaulle et soutient le rapprochement franco-allemand sanctionné par le Traité de l'Élysée signé en 1963 par le président français et le chancelier allemand Konrad Adenauer.

Cent ans après le Congrès de Vienne, comment se situent l'Europe et la vision paneuropéenne ?

Alors que l'Europe a été bâtie pour la paix, le continent est à nouveau confronté à une guerre sur son sol depuis le déclenchement, en 2022, du conflit ouvert entre l'Ukraine et la Russie. L'Europe doit ainsi faire face à une menace de la Russie à laquelle il faut ajouter un repli des États-

■ **Espagne** : Mariecarmen, la retraitée locataire de 87 ans, dont l'expulsion de son logement le 23 septembre a provoqué une forte émotion populaire, est morte le 8 octobre à l'hôpital. Incapable de légiférer sur la crise du logement, faute de majorité parlementaire, le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez a convoqué des élections anticipées le 29 novembre.

■ **États-Unis** : Une femme condamnée à mort par la justice du Tennessee a survécu à son exécution. Le 30 septembre, Christa Pike, âgée de 50 ans, avait reçu deux injections d'un barbiturique, sans que cela n'ait entraîné son décès. Hospitalisée dans un état critique, elle a repris connaissance le 6 octobre. Son avocat demande que sa sentence soit commuée en une peine de prison à vie.

■ **Guinée-Bissau** : Le Premier ministre de transition, Ilídio Vieira Té, a déclaré le 8 octobre, que « les conditions n'étaient pas réunies pour tenir l'élection présidentielle » prévue le 6 décembre, au regard de l'inorganisation actuelle des partis. Cette déclaration faite devant la presse résulte d'un entretien avec le chef de la junte, le général Horta N'Tam. Il appartiendra cependant à ce dernier de prononcer officiellement un report du scrutin.

■ **Irak** : Alors que les exportations de pétrole (90 % des recettes de l'État) sont grandement perturbées depuis le printemps par le conflit américano-iranien, décision a été prise en Conseil des ministres, le 6 octobre, de procéder à la dévaluation du dinar. Le gouvernement mise sur le nouveau taux de change pour obtenir davantage de dinars contre chaque dollar des recettes pétrolières, au risque toutefois de limiter les capacités d'importation.

■ **Italie** : La réforme électorale soutenue par Giorgia

Unis et une concurrence économique asymétrique de la Chine.

« La situation est grave mais rien n'est perdu » a conclu dans son propos Pap Ndiaye, ambassadeur de France auprès du Conseil de l'Europe, Pavo Barisic, président de l'Union paneuropéenne internationale, parlant même d'une chance. En effet, en raison même de la difficulté des temps, l'Europe n'a pas d'autre choix que de se renforcer afin de devenir une Europe puissance telle que l'avait imaginée et désirée Richard Coudenhove-Kalergi.

L'Europe actuelle dispose déjà de beaucoup d'atouts, énumérés par Sandrine Gaudin de la Banque de développement du Conseil de l'Europe, avec sa population de 415 millions d'habitants, sa monnaie unique et son marché intégré devenu le premier du monde. Mais, comme déploré par le doctorant Léon Maulin, il lui reste des faiblesses à surmonter, notamment sa dépendance dans les matières énergétique, militaire et numérique, si importantes aujourd'hui. Une urgente politique de réindustrialisation est également indispensable ainsi que la mise en place de moyens de financement appropriés, à commencer par un fonds souverain européen. Son mode de gouvernance doit également évoluer, le manque d'unanimité de la part des États sur le sujet, amenant sans doute à privilégier des coopérations renforcées à l'image de l'espace Schengen.

Toutefois, plus qu'un marché, plus qu'une construction institutionnelle, l'Europe est une âme. Lors de son récent voyage

en France, à l'occasion de sa visite à Metz, le pape Léon XIV a rappelé que le réarmement n'est pas une garantie suffisante. Ce sont les valeurs sur lesquelles a été fondée l'unification européenne, en premier lieu le respect de la personne humaine, tel que rappelé dans la conclusion de cette journée par Éric Campion, président du Comité français pour l'Union paneuropéenne, que réside la force du projet européen.

Puissent ces valeurs, qui forgent notre « magnifique humanité », ne jamais faire défaut.

F. de C.

Retour sur terre

Sophie Adenot est devenue l'astronaute européenne qui aura passé la plus grande période dans l'espace, sans oublier les trois sorties extravéhiculaires. Une heure après l'impact entre la capsule et la mer, elle a été la première à sortir et à saluer avec humour les équipes chargées de la récupération des astronautes.

Deux jours après son amerrissage, depuis le tarmac de Cologne où elle va passer quelques semaines de récupération et de tests, elle est apparue fatiguée, soutenue de chaque côté. « J'ai traversé tout le spectre des émotions humaines », a-t-elle confié en rappelant qu'elle allait avoir une longue période pour se réhabituer à la vie terrestre.

Le voyage du retour de la mission Crew-12, dans l'océan Pacifique en Californie, a duré 27 heures. À l'arrivée des vagues violentes ont bercé la capsule pendant de longs moments.

Finalement Sophie Adenot aura passé 235 jours dans l'espace, battant le record du plus long séjour orbital pour un astronaute européen homme et femme confondus.

La colonelle de l'Armée de l'Air, pilote d'hélicoptère, est la deuxième astronaute française, après Claudie Haigneré. Et ce sont sans nul doute ses trois sorties extravéhiculaires que l'on retiendra et qui marqueront définitivement cette épopée spatiale.

Philippe Buron Pilâtre

De mauvais joueur à maître chanteur

Le Prix Nobel de la paix 2026 vient d'être attribué à la Sud-Africaine Mme Navi Pillay, ayant étudié à Harvard et avocate de profession et surtout ancienne présidente du Tribunal pénal international pour le Rwanda. Après avoir été haute-commissaire des Nations Unis pour les droits humains, elle est encore rapporteur pour les Territoires palestiniens. Mme Pillay, âgée de 85 ans, est récompensée pour ses efforts en faveur de la paix et pour la défense du droit international.

« Caramba encore raté » s'est exclamé M. Trump. Il est battu à l'ancienneté (il n'a que 80 ans) mais surtout on lui a préféré encore une femme, juge de la Cour pénale internationale [C.P.I.] qu'il déteste alors qu'il méritait largement le prix, selon lui. En effet il affirme avoir réglé huit conflits dans le monde. On ne sait pas si celui avec Israël contre l'Iran est compris dans le score car le

match n'est pas fini, ainsi que la cessation toujours en cours de la guerre Russie-Ukraine. Qui va peut-être se terminer par des tirs au but. En effet M. Trump a déjà reçu le prix de la paix de... la FIFA. Et il a infligé un carton rouge après une brève échauffourée sur le terrain à M. Maduro, ex-président du Venezuela qu'il a mis en cage. Les arbitres internationaux apprécieront et peut-être faudra-t-il utiliser la Var (assistance vidéo à l'arbitrage) qui permet de revoir l'action ?

M. Trump est mauvais joueur mais, en plus, il, use de représailles. Vexé d'avoir été doublé par un juge, il a décidé des mesures fortes pour punir les insolents ne reconnaissant pas ses mérites. Il veut sanctionner la CPI même si les USA comme Israël n'ont pas adhéré aux statuts et n'en sont pas membres : interdiction de toutes transactions financières avec la CPI ; gel des avoirs et interdiction de visa pour les dirigeants ; non-paiement de services essentiels. Ce serait l'asphyxie financière de l'institution et sa mort lente. Je ne sais pas si M. Trump ira au bout de ses annonces car il nous a appris qu'il démentait le soir ce qu'il avait annoncé le matin. Un éléphant républicain ça trompe énormément. Mais sur le principe c'est du chantage.

M. Trump a déjà pris une sanction dernièrement frappant le juge Français Nicolas Guillou de la CPI qui avait pris, dans le cadre de ses attributions, une mesure concernant M. Netanyahu Premier ministre d'Israël, décision pas du goût de l'oncle Sam révisité. Le juge Guillou s'est vu

privé d'un seul coup de sa carte bancaire, de protection pour sa santé des compagnies d'assurances ayant des relations avec les USA, de visa, de déplacements, de plateformes numériques... Il a dû rechercher des formules de remplacement avec des sociétés non liées de près ou de loin aux USA. C'est scandaleux.

Il faut donc prendre au sérieux l'Homme qui vaut des milliards. Outre le fait qu'un coupable doit toujours être puni par un tribunal. Après débats contradictoires et droits de la Défense. C'est de la morale élémentaire.

Christian Fremaux

Opération commando sur La Haye

Les États-Unis ont donné jusqu'au 9 avril 2027 aux Nations unies pour amender les statuts de la Cour Pénale internationale (CPI), lever les mandats d'amener contre Netanyahu, terminer les enquêtes sur l'armée américaine en Afghanistan. Faute de quoi, la CPI n'existera plus.

Cette déclaration du secrétaire d'État américain, Mark Rubio, le 9 octobre, est intervenue le jour même où le comité norvégien a décerné le Prix Nobel de la paix à une éminente juge internationale, Navanethem « Navi » Pillay, 85 ans, Sud-Africaine d'origine indienne.

Le même soir, le président Trump a consacré l'essentiel de son discours de campagne à Syracuse (État de New York) à ressasser sa marotte. Qu'est-ce qui lui fait le plus mal ? Que ce Nobel ait été at-

tribué à quelqu'un des Nations Unies « dont personne n'avait jamais entendu parler » ou que, comme l'an dernier, il n'est pas revenu aux États-Unis à travers sa personne, en tant que président de la plus grande puissance mondiale ayant mis fin à tant de conflits à la surface du globe ?

L'important pour lui est d'abord que le rôle de Washington n'ait pas été pris en compte et non qu'une inconnue (de lui) ait été primée à sa place. À l'inverse, les organisations internationales ont souligné à loisir que ce prix couronnait la présidente de la Commission d'enquête sur l'attitude d'Israël dans les Territoires occupés qui, dans son ultime rapport, déposé en septembre, adopte la qualification de « génocide ». Le choix d'Oslo a été rejeté comme scandaleux et monstrueux par le gouvernement de Jérusalem à la veille d'élections cruciales.

Quelles que soient les motivations du comité Nobel, le monde devrait s'attacher à la personnalité ainsi mise à l'honneur. La juge Pillay a servi pendant huit ans au Tribunal Pénal pour le Rwanda (TPR) depuis sa création en 1995 jusqu'en 2003 dont les quatre dernières années comme présidente. Elle a ensuite été élue pour siéger à la Cour pénale internationale (CPI) dès son inauguration. En 2008 le secrétaire général des Nations unies la nomme Haut Commissaire aux Droits humains à Genève, poste qu'elle occupera jusqu'en 2014.

Le parcours de cette femme, fille d'un chauffeur de bus indien sous le régime d'apartheid, à Durban, qui a obtenu son doctorat de l'université Harvard au bé-

Meloni a été approuvée par la Chambre des députés le 8 octobre. Le texte ambitionne d'apporter davantage de stabilité à l'Italie en offrant une prime majoritaire au parti ou à la coalition obtenant 42 % des suffrages aux législatives. En outre, il oblige les partis à dévoiler avant le scrutin leur programme de gouvernement et le nom de leur candidat au poste de président du Conseil.

■ **Suède** : Le Prix Nobel de la paix 2026 a été décerné le 9 octobre à la juriste Sud-Africaine Navanethem « Navi » Pillay, 85 ans, grande avocate de la cause palestinienne.

■ **Palestine** : Le président Mahmoud Abbas a annoncé, le 10 octobre, le report des élections législatives prévues le 28 novembre au 11 septembre 2027 en même temps qu'une élection présidentielle. Ce report est justifié par les empêchements mis par les Israéliens à l'accès à Jérusalem et à Gaza.

■ **Turquie** : L'usage des réseaux sociaux est interdit aux moins de 15 ans depuis le 10 octobre.

■ **Érythrée** : Accusé par le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed d'ingérence dans les conflits ethniques du nord de l'Éthiopie avec plus de 8 000 soldats érythréens au Tigré, le ministre érythréen des Affaires étrangères Osman Saleh a écrit au Conseil de sécurité de l'Onu pour qu'il condamne cette « déclaration de guerre ». Selon lui, l'Éthiopie vise à conquérir le port érythréen d'Assab pour se désenclaver.

■ **Djibouti** : Le naufrage d'une embarcation au large de Djibouti dans la nuit du 8 au 9 octobre aurait fait près de 200 morts sur ses 350 passagers éthiopiens qui tentaient d'émigrer vers les pays du Golfe en passant par le Yémen.

■ **Ukraine** : Alors que des négociations à Miami, entre Ukrainiens, Européens et Amé-

ricains, visaient à une désescalade dans le conflit ukrainien, Donald Trump a annoncé le 9 octobre un accord avec Vladimir Poutine et lui-même sur d'importantes exportations de diesel russes vers les États-Unis. Le but du président américain serait de faire baisser le prix du pétrole aux États-Unis à trois semaines des élections de midterms. Donald Trump a par ailleurs déclaré, le 11 octobre, qu'il était temps pour les Ukrainiens de changer de président pour parvenir à un accord avec la Russie.

■ **Yémen** : Les Houthis, qui doivent faire face à une forte contre-offensive loyaliste et saoudienne contre Sanaa et près du détroit de Bab-el-Manbed, ont procédé à plusieurs attaques de drone et de missiles balistiques, les 10 et 11 octobre, sur l'aéroport international King Khalid de Ryad (au moins une douzaine de morts et plus de 300 blessés) et contre des installations gazières et pétrolières saoudiennes.

■ **Panama** : Un séisme de magnitude 7,6 a frappé le sud-est du pays le 9 octobre. Il n'aurait fait qu'une trentaine de blessés malgré de forts dégâts matériels.

■ **Église** : Le 11 octobre à la fin de l'Angelus, le pape Léon XIV a annoncé lui-même, sans passer par son bureau de presse, ce qui est sans précédent, qu'il allait se faire opérer d'un nodule au poumon à l'hôpital Gemelli.

néfice d'un échange avec les États-Unis en 1988, donc avant la fin de ce système, puis promue par Mandela comme première magistrate de couleur à la Cour suprême sud-africaine, mérite le respect.

Plusieurs scénarii ont été élaborés depuis des années au Pentagone ou à Langley (CIA) dont une opération commando aux Pays-Bas. Il n'y a que quelques centaines de mètres à parcourir des plages de Scheveningen au bâtiment de la CPI. Il sera aisé à un commando amphibie de prendre le contrôle des accès à la Cour. La prise du Capitole pourra servir de précédent.

Dominique Decherf

Où va Israël ?

Le 27 octobre, le renouvellement de la Knesset ne va vraisemblablement pas modifier l'émiettement en de multiples partis, y compris arabes, le système poussant à des alliances parfois surprenantes. L'environnement du Moyen-Orient reste primordial, notamment sur les frontières (Gaza, Liban, Syrie). L'Iran demeure un gros problème, car la puissance américaine ne s'est pas révélée à la hauteur du renseignement israélien. Restent l'Arabie saoudite, qui coopère déjà avec Israël mais refuse une reconnaissance diplomatique à cause du problème palestinien, et le Qatar, pourvoyeur du Hamas en même temps que coopérant avec Jérusalem.

Si le traumatisme des massacres du 7 octobre 2023 a resserré les liens autour du Premier ministre Benjamin Netanyahu, celui-ci est néanmoins soupçonné de n'avoir pas tenu

compte d'avertissements extérieurs et de n'avoir pas rapidement réagi. Cela explique que certaines familles d'otages et une partie de la population se soient détachées de « Bibi », par ailleurs toujours justiciable d'un procès en corruption.

Jean-Gabriel Delacour

Pape Léon le message d'un conciliateur

À l'heure où toute la chrétienté s'alarme pour la santé du Pape, nous publions la réaction du journaliste et écrivain Denis Lensel après la dernière visite papale en France.

Le message providentiel de paix de Léon XIV peut contribuer à extirper les germes de violence fratricide qui menacent de submerger la France comme le monde.

Le pape Léon a appelé à "creuser le sillon d'une paix désarmée et désarmante". Aujourd'hui, au lendemain de sa magnifique visite pastorale en France, à notre époque en proie à une guerre mondiale hybride, tantôt rampante, tantôt déjà galopante et grondante comme un incendie, alors que notre pays est lui-même rongé par des germes de guerre civile, le message salubre de ce pape peut nous aider à enrayer l'engrenage de la violence.

Le pape Léon a toujours été un grand conciliateur, avant même son accession au siège de saint Pierre. Une belle photo, qui date de sa mission au Pérou au

début de ce XXI^e siècle, le représente entre deux hommes politiques rivaux dans une ville de ce pays d'Amérique latine au bord de la guerre civile : après les avoir conduits à se serrer la main pour mettre fin à une lutte politique féroce, il a posé sa propre main sur les leurs, pour montrer qu'il apporte approbation et bénédiction à leur réconciliation.

Après les journées bénies de la sérénité, du recueillement et de la fraternité de la Concorde, de la cité mariale de Lourdes et de Metz ville symbole de paix, les chrétiens et tous les hommes de bonne volonté vivant en France doivent se sentir appelés à se faire des artisans de paix, au milieu des autres journées chargées de colère, de haine et de violence aveugle : sauvegarder, maintenir et entretenir autour de soi la cohésion sociale, l'entente, le dialogue paisible et la coopération fraternelle dans la vie de chaque jour.

Il faut pour cela des gestes simples, qui font vivre au lieu de blesser, qui irriguent au lieu de brûler, comme la fleur que le Petit Prince de Saint-Exupéry voulait entretenir avec tout son amour, tout en se préoccupant d'accueillir un mouton « qui vive longtemps ». Les gestes de la vie qu'on respecte à toutes ses étapes, dans le souci d'une écologie intégrale. Là où rôde la haine qui est la pire des drogues, il est temps de protéger et de faire croître la culture de la vie dans la paix contre la culture de la violence et de la mort.

Denis Lensel

Denis Lensel est notamment l'auteur de *François le successeur, la complémentarité des papes*, Pierre Téqui éditeur, 2020

La Nation Française hebdomadaire

directeur de la publication :

Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip

60, rue de Fontenay

92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire

FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.